



comptalia

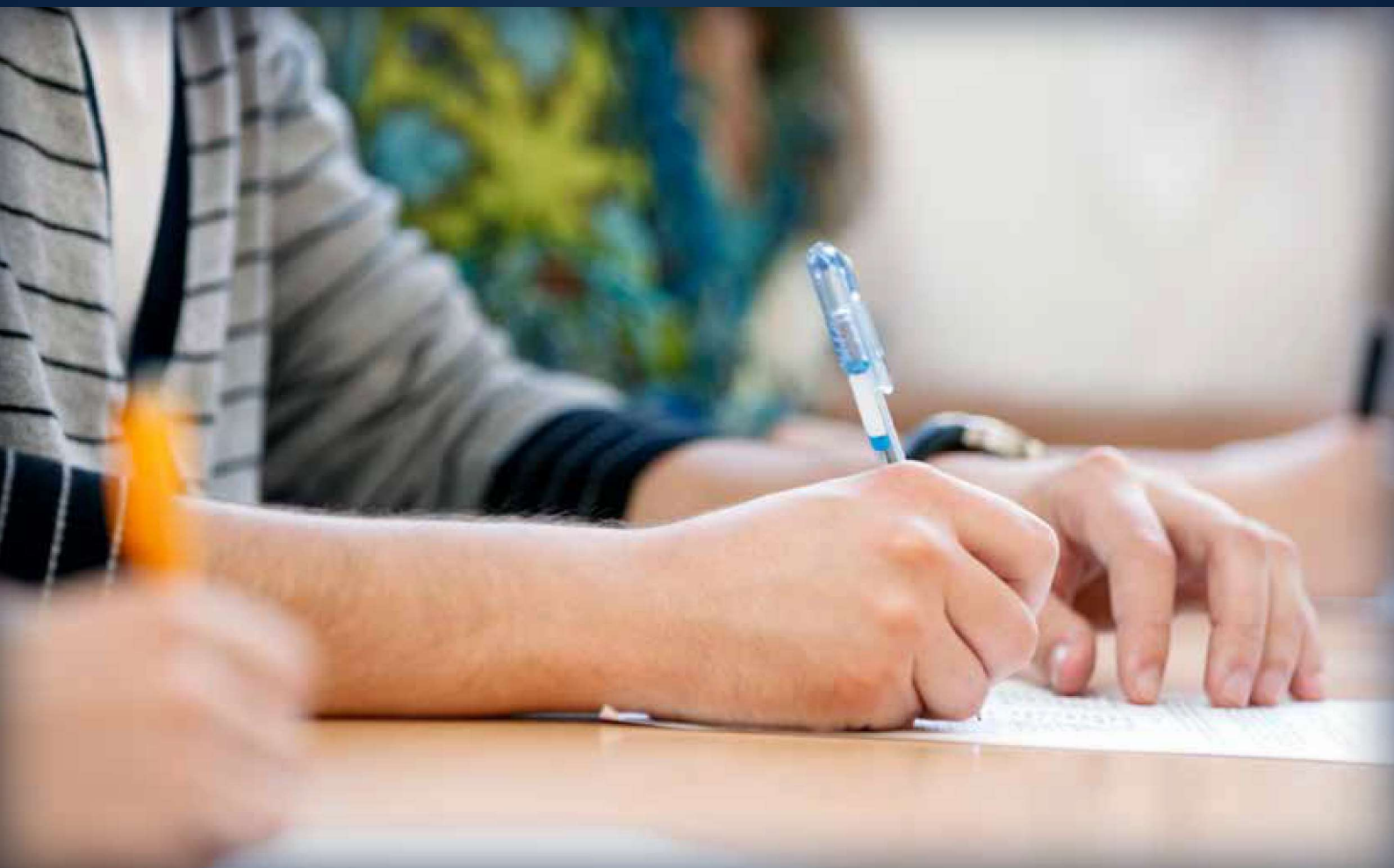
1<sup>ÈRE</sup> ÉCOLE EN LIGNE  
DES FORMATIONS  
COMPTABLES

Comptabilité-Finance,  
Gestion,  
Ressources Humaines  
et Juridique

CONSULTEZ GRATUITEMENT

LES CORRIGÉS  
**DCG 2018**

SUR [WWW.COMPTALIA.COM](http://WWW.COMPTALIA.COM)



COMPTALIA, L'ÉCOLE QUI EN FAIT + POUR VOTRE RÉUSSITE !

CORRIGÉ INDICATIF

# RÉUSSISSEZ VOTRE FORMATION AVEC COMPTALIA

L'école de référence des filières Comptabilité-Finance et Gestion, **vous forme en ligne** pour obtenir un diplôme, un titre professionnel reconnu et pour développer vos compétences.

## DCG

Le diplôme d'État de référence en Comptabilité et Gestion, de niveau Licence.



## DSCG

Niveau Master de la filière Expertise-Comptable et passage obligatoire pour tout Expert-Comptable.



## BACHELOR COMPTABILITÉ FINANCE D'ENTREPRISE

Il débouche sur le titre professionnel Collaborateur Comptable et Financier de niveau II (BAC+3). En 9 à 18 mois.



## À DÉCOUVRIR AUSSI

Bachelor Social-Paie, Bachelor Ressources Humaines, MBA Ressources Humaines, MBA Comptabilité et Finance d'entreprise...

FORMATION EN LIGNE - INSCRIPTIONS TOUTE L'ANNÉE

**DEMANDEZ NOTRE CATALOGUE**  
**AU 01 74 888 000**

## SESSION 2018

### UE 5 – ECONOMIE

**Durée de l'épreuve : 4 heures – coefficient : 1,5**

*Aucun document ni aucun matériel ne sont autorisés.  
En conséquence, tout usage d'une calculatrice est **INTERDIT** et constituerait une **fraude**.*

Document remis au candidat :

**Le sujet comporte 3 pages numérotées de 1/3 à 3/3.**

Il vous est demandé de vérifier que le sujet est complet dès sa mise à disposition.

**Nota bene** : il vous est demandé d'apporter un soin particulier à la présentation de votre copie et à la qualité relationnelle. Ces éléments seront pris en compte dans l'évaluation.

#### I – DISSERTATION

**La compétitivité d'un pays passe-t-elle par une maîtrise des prix ?**

#### II – ETUDE DE DOCUMENT

A l'aide du document fournir en annexe et de vos connaissances, vous traiterez les questions suivantes.

1. **Rappelez l'équation de l'équilibre emplois-ressources en Comptabilité nationale.  
Appliquez cette équation à l'année 2016 à partir des données en milliards d'euros.**
2. **Que signifie la donnée entourée dans le tableau ? Comment a-t-elle été calculée ?**
3. **Expliquez la croissance économique de 2016 à partir des contributions au PIB.**

#### III - QUESTION

**Financement direct et indirect des entreprises : définitions et comparaison.**

##### Barème indicatif

**Dissertation .....12 points**

**Etude de document .....5 points**

**Question .....3 points**

**ANNEXE**
**Le PIB et les opérations sur biens et services**

	Évolution en volume aux prix de l'année précédente (en %)			2016			
	2014	2015	2016	En milliards d'euros	Évolution des prix (en %)	Évolution en valeur (en %)	Contribution à la croissance du PIB en volume
<b>Produit intérieur brut (PIB)</b>	<b>0,9</b>	<b>1,1</b>	<b>1,2</b>	<b>2 228,9</b>	<b>0,4</b>	<b>1,6</b>	<b>1,2</b>
Importations	4,8	5,7	4,2	695,6	-2,4	1,7	1,3
<b>Total des emplois finals</b>	<b>1,8</b>	<b>2,2</b>	<b>1,9</b>	<b>2 924,4</b>	<b>-0,3</b>	<b>1,6</b>	<b>2,5</b>
Consommation effective des ménages	1,1	1,4	2,1	1 576,5	-0,1	2,0	1,5
<i>dont : dépense de consommation</i>							
- des ménages	0,7	1,4	2,3	1 186,1	-0,1	2,2	1,2
- individualisable des administrations	2,1	1,5	1,6	343,6	-0,3	1,3	0,2
Consommation collective des administrations publiques	-0,1	0,5	0,7	183,1	0,2	0,8	0,1
Formation brute de capital fixe, dont :	0,0	1,0	2,8	489,4	0,5	3,4	0,6
- entreprises non financières	1,7	3,1	3,6	276,7	0,6	4,3	0,4
- ménages	-3,0	-2,1	2,4	111,6	0,8	3,2	0,1
- administrations publiques	-5,3	-3,0	-0,1	76,1	0,0	-0,1	0,0
Variations de stocks (contribution à la croissance)	0,7	0,3	-0,2	23,3	///	///	-0,2
Exportations	3,3	4,3	1,8	652,2	-1,7	0,2	0,5

Source : Insee, comptes nationaux, base 2010.

## **PROPOSITION DE CORRIGE**

### **I - DISSERTATION**

#### **Connaissances à mobiliser (à partir du cours de Comptalia)**

**Module 6 - Fonctionnement des marchés et formation des prix**

**Module 11 - Les échanges internationaux**

**Module 12 - Le système monétaire international**

**Module 13 - Les différents niveaux de l'intervention publique**

**Module 14 - L'analyse des politiques publiques**

#### **La compétitivité d'un pays passe-t-elle nécessairement par une maîtrise des prix ?**

##### **Introduction**

##### **Accroche**

Depuis 2004, la France a toujours connu un déficit du solde du commerce extérieur et il s'est même aggravé de manière inquiétante (62,3 milliards d'euro en 2017 contre seulement 5,7 milliards en 2004). Ce constat a alimenté de nombreux débats sur la « perte de compétitivité » des entreprises françaises vis-à-vis de ses concurrents étrangers.

##### **Définition des termes du sujet**

La **compétitivité** est l'aptitude d'une économie, ou d'une entreprise à affronter la concurrence internationale sur le marché domestique (compétitivité interne) et à l'exportation (compétitivité externe).

Il convient cependant de distinguer la compétitivité prix de la compétitivité hors prix.

- La **compétitivité-prix** traduit la capacité à proposer sur le marché des produits à des prix inférieurs à ceux des concurrents. Cette compétitivité dépend des coûts de production, notamment du coût du travail, du taux de marge, mais également du taux de change de la monnaie nationale ou bien encore du taux d'inflation.
- La **compétitivité hors prix** met en relief d'autres critères de compétitivité que le prix comme par exemple la différenciation des produits, la qualité des produits, la capacité d'innovation, la souplesse d'adaptation de l'offre à la demande.

##### **Problématique**

La compétitivité des entreprises peut avoir d'importantes conséquences en termes d'emploi, d'aménagement des territoires et de croissance économique.

**Dans quelle mesure les pays doivent-ils privilégier avant tout la compétitivité prix pour favoriser la croissance et l'emploi ? Ne serait-il pas plus pertinent de mettre l'accent sur la compétitivité structurelle ?**

##### **Annnonce de plan**

Dans le contexte de la globalisation, la compétitivité-prix est une préoccupation essentielle des pays sur le court terme, mais elle présente tout de même de nombreuses limites (partie 1).

Il serait utile, dans une logique de long terme, de façonner une compétitivité hors-prix questionnant la mise en place de politiques économiques structurelles pertinentes (Partie 2).

## **I – La Compétitivité prix est une préoccupation majeure des pays aujourd’hui**

Cette compétitivité-prix peut se décomposer en plusieurs éléments : les **coûts de production**, le **taux de marge** et le **taux de change**.

### **A) Les coûts de production**

#### **1) Le coût du travail**

Pour les libéraux, le principal obstacle à la compétitivité d’un pays serait le coût du travail, c’est-à-dire des salaires et des cotisations sociales trop élevés. Une telle situation empêcherait les entreprises nationales d’être compétitives dans un marché mondialisé où la concurrence est de plus en plus vive. Un pays serait compétitif lorsque les salaires sont bas, et inversement peu compétitifs lorsque les salaires sont trop élevés.

Le coût horaire de la main-d’œuvre a fortement augmenté dans l’industrie manufacturière française dans les années 2000, davantage qu’en Allemagne ou que dans l’ensemble de la zone euro. Il faudrait baisser les cotisations sociales des employeurs pour baisser le coût du travail, et stimuler ainsi la compétitivité des entreprises et l’emploi.

#### **2) La compétitivité prix serait à l’origine de la spécialisation des pays et expliquerait l’essor et le bienfait du commerce international sur la croissance et l’emploi.**

- Les théories de Smith, de Ricardo ou le théorème HOS reposent sur un échange international fondé sur les gains de la spécialisation. Or, la spécialisation d’un pays dans un certain nombre de productions est liée à la **compétitivité des entreprises** concernées par ces productions, c’est-à-dire à leur capacité de gagner des parts de marché.

Pour **A. Smith**, un pays a intérêt à se spécialiser dans la production des biens pour lesquels elle possède un **avantage absolu** en termes de coût de production par rapport aux autres nations.

Selon la **loi des avantages comparatifs de Ricardo**, chaque pays a intérêt à se spécialiser dans la production de la marchandise pour laquelle il a la plus grande supériorité ou la moins grande infériorité.

Pour **HOS**, les entreprises adoptent les combinaisons de production qui utilisent la plus grande quantité du facteur de production le plus abondant donc relativement moins cher. Ainsi, dans un pays comme la Chine richement doté en facteur travail, le niveau du salaire est bas ce qui pousse les entrepreneurs à utiliser davantage de main-d’œuvre que dans les pays où le facteur travail est relativement rare et le niveau des salaires élevé.

- Cette concurrence des pays à bas coût est souvent corrélée aux **délocalisations** et au processus de **désindustrialisation**. Si le travail peu qualifié dans les pays développés est menacé en priorité, cette concurrence touche aujourd’hui le travail qualifié (exemple de l’Inde qui se s’est spécialisée dans les services sophistiqués).

#### **3) les limites de l’analyse**

- Laisser croire que la compétitivité prix se limiterait qu’aux différences de coûts salariaux est cependant un raisonnement limité puisque le concept de **compétitivité** est aussi relié à la **productivité horaire du travail**. La compétitivité-coût doit en réalité comparer l’évolution des coûts salariaux unitaires de la France (évolution du coût du travail corrigée de celle de la productivité) à celle de ses partenaires. Une augmentation des salaires ne pèse pas sur la **compétitivité-prix** si elle s’accompagne d’une progression équivalente de la productivité du travail.

- Il convient aussi de ne pas regarder uniquement le seul niveau du coût du travail de l’industrie, mais le couple coût du travail – niveau de gamme de la production industrielle. La situation dans la zone euro est effectivement problématique car la France dispose d’un niveau de gamme de

production proche de l'Italie et de l'Espagne mais des coûts de production plus élevés (proches du niveau allemand). Avant l'adoption de la monnaie unique, les problèmes de compétitivité-coût auraient pu se corriger grâce à une dévaluation ce qui est impossible aujourd'hui. Raison pour laquelle les pays peuvent avoir recours à :

- *la dévaluation interne* qui consiste en une baisse de coûts salariaux et des prix dans le but d'améliorer la compétitivité d'un pays. Comme les prix et les salaires baissent parallèlement, les salaires réels ne varient pas et la compétitivité s'améliore à l'export. La Grèce qui a opté pour une telle pratique a connu une très forte diminution de la consommation des ménages en raison de la baisse des salaires réels. D'où une baisse de la demande globale provoquant une contraction de l'activité à court terme et donc une hausse du chômage.

- *la dévaluation fiscale* : la TVA sociale est une mesure fiscale qui consiste à augmenter le taux de TVA pour financer les dépenses sociales (famille, maladie, retraite...) en diminuant en parallèle le coût du travail grâce à la baisse des charges sociales patronales. Ainsi, dans un souci de compétitivité, les prix des exportations baisseraient tandis que la hausse du taux de TVA sur les produits importés aurait pour effet d'augmenter le prix TTC ce qui permettrait de soutenir la consommation des produits nationaux face aux produits importés. Mais là-encore, le pouvoir d'achat des ménages pourrait souffrir de cette augmentation de la TVA.

## **B) La compétitivité prix dépend des marges des producteurs**

### **1) Le taux de marge des entreprises est lié aux structures de marché.**

En situation de concurrence imparfaite, les entreprises sont en mesure d'appliquer des prix majorés par rapport à leurs coûts marginaux et de se ménager des rentes de monopole.

- On constate en effet, une tendance de plus en plus marquée à la différenciation des produits et donc à la généralisation d'une concurrence de type monopolistique.

- La concentration des entreprises est une tendance inhérente au capitalisme (paradoxe de la concurrence qui tue la concurrence). L'aboutissement de ce processus de concentration est la constitution d'oligopoles de taille mondiale et de manière plus anecdotique la formation de monopoles. Un oligopole, est une situation de marché où n'intervient qu'un nombre limité d'entreprises. Le monopole est une situation de marché, où les barrières à l'entrée du marché exploité par le monopoleur, sont infranchissables. Les rendements croissants favorisent la formation de monopoles. Les firmes ont intérêt à augmenter leur taille pour bénéficier d'économies d'échelle.

- Dans le cas très rare de la position de monopole (à l'exception des monopoles naturels, des monopoles publics et des monopoles locaux), l'entreprise fixe elle-même le prix de vente de son produit. Le monopole est donc « price maker » (faiseur de prix, car celui-ci n'est plus déterminé par le marché) et le prix devient une variable qu'il peut modifier pour maximiser son profit. D'une manière générale la maximisation du profit en situation de monopole conduit à un niveau de prix supérieur à celui obtenu en situation de concurrence pure et parfaite.

- Depuis quelques années, la théorie économique propose une analyse différente de la situation du monopole avec la théorie des marchés contestables (Baumol). Celle-ci démontre que ce sont les barrières à l'entrée du marché qui déterminent la situation de monopole, plus que le fait qu'il n'y ait qu'un seul offreur.

### **2) La mise en place du CICE a contribué au redressement de ces marges**

Le taux de marge dans l'industrie manufacturière française a augmenté de 4,6 points entre 2012 et 2016. Il se situe désormais à son niveau de 2001, à 36,9 %, après avoir fortement baissé tout au long des années 2000.

Le redressement récent du taux de marge est notamment imputable à la mise en place du CICE. Grâce à la mise en place de mesures visant à réduire le coût du travail, comme le Pacte de responsabilité et solidarité et le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE), le coût du travail dans l'industrie manufacturière française a ralenti depuis 2012. Si bien qu'aujourd'hui, le coût horaire du travail dans l'industrie manufacturière française est de nouveau inférieur au coût horaire allemand, ce dernier ayant augmenté en raison de l'instauration d'un salaire minimum en 2015 mais aussi de la conclusion d'accords de branche portant sur la revalorisation des salaires et du plein emploi qui préside en Allemagne qui exerce une pression à la hausse des salaires.

Le rebond du taux de marge s'explique également par l'amélioration de la conjoncture internationale, notamment la baisse du prix du pétrole (- 49 % en euros entre juillet 2014 et juillet 2017) et la dépréciation de l'euro par rapport au dollar (- 24 % entre mars 2014).

### **3) Le coût du capital recouvre les dividendes versés aux actionnaires et les intérêts d'emprunt dus aux créanciers**

Le coût du capital pèse aussi fortement sur la compétitivité, pourtant même si ce facteur est très rarement évoqué. Le coût du capital dépend de la valeur du taux d'intérêt et du rendement attendu les actionnaires.

- Si une politique monétaire expansive menée par la Banque centrale du pays (ou de la zone) peut faire baisser les taux d'intérêt et relancer l'investissement, le coût relatif du capital baisse par rapport à celui du travail, ce qui encourage la substitution du capital au travail donc une hausse des investissements de rationalisation. A l'inverse, une politique monétaire restrictive consistant à augmenter son taux d'intérêt directeur augmente par là-même le coût du refinancement bancaire. Ce qui au final renchérit le coût du crédit accordé aux entreprises et risque de provoquer une diminution de l'investissement et de la compétitivité sur le long terme.

- Il faut aussi questionner la répartition des bénéfices entre les dividendes et l'investissement. Une rémunération trop faible du capital est peu attractive pour les investisseurs. A l'inverse, une rémunération excessive priverait l'entreprise des ressources financières nécessaires à son bon développement. La préférence du court terme sur le long terme, la priorité aux dividendes plutôt qu'à l'investissement peuvent alors contribuer à la baisse de la compétitivité de l'économie française.

## **C) Le taux de change peut avoir un impact important sur la compétitivité-prix**

### **1) Les effets vertueux d'une monnaie faible**

#### **Une dépréciation de la monnaie nationale entraînera une amélioration de la compétitivité-prix**

La dépréciation de la monnaie nationale, entraîne une baisse des prix des biens exportés (il faut moins de devises pour se les procurer) ce qui peut permettre de redynamiser les exportations si celles-ci souffrent d'un problème de compétitivité-prix. Dans le même temps, les importations deviennent relativement plus coûteuses, ce qui favorise la production nationale et donc la diminution des importations. L'accumulation des deux mécanismes devrait conduire à un rétablissement automatique de l'équilibre de la balance des paiements.

#### **Une appréciation de la monnaie nationale, si elle est défavorable aux exportations peut aussi provoquer de la désinflation importée**

A plus long terme, l'appréciation de l'euro qui se traduit aussi par des prix plus faibles à l'importation est favorable à la maîtrise de l'inflation. Elle permet en effet d'importer de la désinflation et ainsi de contribuer à la stabilité des prix, c'est-à-dire une inflation inférieure à 2 %. Ainsi la baisse du coût des produits importés consécutive à l'appréciation de l'euro (on peut penser aux matières premières) participe à la baisse des prix.



## **2) Les limites des politiques de dévaluation compétitives**

- Une monnaie qui se déprécie peut provoquer de l'inflation importée : lorsque la monnaie se déprécie par rapport aux autres devises, le coût des produits importés augmente. Les entreprises largement dépendantes de biens et services importés sont obligées, si elles ne veulent pas réduire leurs marges bénéficiaires, d'augmenter leurs prix. Les consommateurs du pays doivent ainsi payer des prix plus élevés pour les biens et services importés, ce qui réduit leur bien-être.
- Une dévaluation augmente le ratio dette / PIB en raison de son impact sur la valeur en monnaie nationale des dettes contractées dans une autre monnaie.
- Sur le court terme, la courbe en J montre qu'après une dépréciation ou une dévaluation, on constate paradoxalement que le déficit extérieur a plutôt tendance à augmenter en raison de la dégradation des termes de l'échange (rapport entre le prix des exportations et celui des importations). L'effet-prix l'emporte au départ (le solde extérieur se détériore) puis est rattrapé par l'effet-volume, de telle sorte qu'au bout d'un certain temps, le solde extérieur s'améliore. Tout dépend du niveau de sensibilité des quantités exportées et importées aux variations de prix (notion d'élasticité prix). Si l'élasticité est suffisamment forte, l'effet-volume l'emportera vite sur l'effet-prix ; dans le cas contraire le solde courant continuera de se dégrader.

### **Transition**

Si la maîtrise des prix est jugée incontournable pour restaurer la compétitivité d'un pays et de ses entreprises, les politiques mises en œuvre pour y arriver présentent toutefois des limites et peuvent même générer des effets pervers. La concurrence accrue des pays émergents implique pour la France de bâtir plus clairement son avantage comparatif sur le terrain de la compétitivité hors coût.

## **II - Compétitivité structurelle**

### **A) Les pouvoirs publics doivent donc encourager cet effort d'innovation conformément aux théories de la croissance endogène**

#### **1) Dans la compétition internationale, la technologie a pris une place importante**

Les entreprises doivent innover pour se différencier et utiliser les technologies de production les plus récentes pour améliorer leur productivité et leur compétitivité hors-prix. Ceci suppose d'investir dans la recherche-développement (R&D) et dans les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC), mais aussi d'être capable de déposer des brevets protégeant les innovations réalisées.

Selon P. Romer la recherche et développement est une activité à rendement croissant. Le capital technologique est considéré comme un stock des connaissances scientifiques et techniques permettant d'accroître la productivité globale des facteurs. Les connaissances produisent des externalités positives : les nouvelles connaissances accumulées dans une entreprise se répandent soit par imitation, soit par l'emploi de salariés qui ont acquis de nouvelles compétences dans d'autres entreprises. L'accumulation des connaissances est donc un facteur décisif de croissance.

#### **2) Le commerce international est indépendant des rapports de coûts et s'explique avant tout par l'innovation et les économies d'échelle.**

- Posner va parler de commerce d'écart technologique qui s'explique par l'innovation. En créant des procédés et/ou des produits nouveaux, certains pays peuvent devenir exportateurs, indépendamment de leurs avantages de dotations. L'avance technologique acquise dans un secteur confère un monopole d'exportation pour les produits du secteur.
- La spécialisation internationale n'est pas déterminée que par des différences figées de coûts de production (l'avantage comparatif), expliquées par des dotations naturelles de facteurs de

production. La taille des pays a aussi un impact sur la spécialisation internationale. Hypothèse de rendements d'échelle croissants et de différenciation des produits.

- Deux pays identiques en tous points (même technologie, même dotation factorielle) peuvent trouver un intérêt à échanger mutuellement s'ils disposent chacun de deux productions qui font l'objet d'économies d'échelle (Krugman).

## **B) La compétitivité passe par une restructuration de notre appareil productif**

### **1) Dans la compétition internationale, la technologie a pris une place importante**

- La taille de l'entreprise peut influencer sur sa performance et sa compétitivité. L'Italie et l'Espagne, mais aussi la France, souffrent de la trop petite taille de leurs entreprises. La taille influe sur la capacité à innover et à exporter, les deux étant liés. Or, les entreprises de taille intermédiaire (ETI) souvent industrielles, familiales et tournées vers l'export sont trop peu nombreuses en France (moins de 5 000 contre plus de 12 000 en Allemagne).

- Les jeunes entreprises, que ce soit à leur lancement ou dans leur développement, dépendent notamment de l'accès à un mode de financement particulier qui est le capital-risque. Or, ce capital risque tant en France que dans l'Union européenne reste dans l'ensemble moins important qu'aux Etats-Unis.

### **2) L'existence d'une véritable politique industrielle**

La France a souhaité favoriser le développement des secteurs à forte valeur ajoutée, en les aidant notamment à se constituer en "clusters", à trouver les financements adéquats et à travailler avec la recherche publique et les universités. Les objectifs généraux des pôles de compétitivité sont les suivants : développer la compétitivité de l'économie française en accroissant l'effort d'innovation ; conforter sur des territoires des activités, principalement industrielles, à fort contenu technologique ou de création ; accroître l'attractivité de la France, grâce à une visibilité internationale renforcée ; favoriser la croissance et l'emploi.

## **C) Des politiques publiques améliorant le cadre dans lequel évoluent les acteurs économiques : qualité de la main-d'œuvre et des infrastructures**

Pour les investisseurs, la compétitivité est globale. Par exemple, si la France est toujours considérée comme attractive par les investisseurs internationaux, c'est parce que la compétitivité se juge globalement au travers de la qualification de la main d'œuvre et de la qualité des infrastructures.

### **1) La qualification de la main d'œuvre (éducation, formation, expérience professionnelle) demeure l'un des principaux atouts de la compétitivité française**

Le caractère « auto-entretenu » de la croissance, dans la théorie de la **croissance endogène**, devient possible notamment grâce à l'outil **du capital humain** qui permet de considérer le progrès technique comme endogène (**analyse de Lucas**). En effet, le progrès technique et l'innovation (mesurés par la productivité globale des facteurs) sont le fait des chercheurs ou ingénieurs, qui sont eux-mêmes le fruit d'un investissement en capital humain. D'où l'importance d'investir dans ce capital humain.

### **2) Les infrastructures (routes, communication...) contribuent, indirectement mais très réellement, à la compétitivité des entreprises**

- L'intervention de l'Etat en investissant dans des **infrastructures** peut conduire à l'amélioration de la productivité des entreprises privées. Les dépenses publiques d'infrastructure ont un effet externe positif car elles facilitent la circulation des informations, des personnes et des biens (**analyse de Barro**).

- L'impôt qui destiné à financer ces investissements joue ici un rôle positif sur la croissance et non plus seulement un effet de désincitation sur le secteur privé. Le capital public devient un facteur de production comme le facteur travail ou capital.

### **Conclusion**

Nous devrions choisir entre deux types de compétitivité présentées comme antinomiques : une compétitivité prix qui suggère de mener une politique de modération salariale et de baisse de charges sociales pour redynamiser nos exportations et empêcher les délocalisations ou une compétitivité hors prix jouant plus sur la qualité des produits et services.

En réalité, ces deux politiques pourraient très bien s'avérer complémentaires car l'amélioration des marges peut aussi permettre une augmentation de l'investissement des entreprises qui pourrait favoriser une amélioration de leur compétitivité hors prix.

Au lieu de se lancer dans une « guerre de compétitivité » qui est en soi une stratégie non coopérative l'Europe n'aurait-elle pas besoin d'un véritable budget européen afin maintenir une vision de long terme par la mise en place d'une politique industrielle et les investissements qui en découlent ?

## II - ÉTUDE DE DOCUMENT

**Connaissances à mobiliser**

**Module 4 - Les agents économiques et le circuit économique**

**Module 9 - La croissance économique**

À l'aide du document fourni en annexe et de vos connaissances, vous traiterez les questions suivantes.

**1. Rappelez l'équation de l'équilibre emplois-ressources en Comptabilité nationale. Appliquez cette équation à l'année 2016 à partir des données en milliards d'euros.**

Les opérations sur les biens et les services sont liées par une relation d'équilibre entre ressources et emplois.

$PIB + Importations = consommation\ effective\ des\ ménages + consommation\ finale\ effective\ des\ administrations + FBCF + variation\ de\ stocks + exportations$

**Les ressources représentent l'offre globale (l'ensemble des biens et services disponibles).**

Les ressources sont :  $PIB (Y) + Importations (M)$

**Les emplois représentent la demande globale (toutes les utilisations qui seront faites des ressources dans notre économie).**

Les emplois sont :  $Consommation\ finale (CF) + Formation\ brute\ du\ capital\ fixe\ FBCF + variation\ de\ stocks (\Delta S) + exportations (X)$

L'équilibre emplois-ressources s'écrit :  $Y + M = CF + FBCF + (\Delta S) + X$

ou encore Offre globale = Demande globale

Offre globale	Demande globale
<ul style="list-style-type: none"> <li>• PIB = 2228,9</li> <li>• M = 695,6</li> </ul> <hr style="width: 50%; margin-left: 0;"/> <p><b>Total = 2934,5</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CF des ménages = <math>CF_M = 1576,5</math></li> <li>• CF des administrations = <math>CF_A = 183,1</math></li> <li>• FBCF = 489,4</li> <li>• <math>\Delta S = 23,3</math></li> <li>• X = 652,2</li> </ul> <hr style="width: 50%; margin-left: 0;"/> <p><b>Total = 2934,5</b></p>

**Nous avons bien offre globale = demande globale**

## 2. Que signifie la donnée entourée dans le tableau ? Comment a-t-elle été calculée ?

La donnée entourée dans le tableau correspond au taux de croissance du PIB en volume. Il est calculé de la manière suivante :

$$\text{Taux de croissance} = \frac{PIB_{2016} - PIB_{2015}}{PIB_{2015}}$$

Le Produit Intérieur Brut est l'agrégat de la comptabilité nationale qui mesure la valeur de la production de biens et de services sur le territoire. Il mesure l'ensemble des valeurs ajoutées créées par les unités économiques résidentes.

Le tableau de l'INSEE indique une « Evolution en volume aux prix de l'année précédente ». En effet, toute augmentation de la valeur du PIB résulte :

- d'un effet volume (en général, les quantités produites augmentent d'une année sur l'autre)
- et d'un effet prix (les prix des produits évoluent en général à la hausse).

Pour calculer la véritable hausse des richesses produites en 2015 et 2016, c'est-à-dire la croissance économique, l'INSEE a éliminé la variation des prix courants (on dit aussi **déflater**) et a évalué les quantités produites en 2016 avec des prix identiques à ceux de 2015. On obtient ainsi la production réelle, en volume ou à prix constant.

**On a ainsi :**

- Taux de croissance du PIB en valeur = 1,6%
- Taux de croissance du PIB en volume = 1,2%
- Taux de croissance des prix = 0,4%

## 3. Expliquez la croissance économique de 2016 à partir des contributions au PIB.

### Le comportement de la demande intérieure

#### - La consommation finale effective des ménages

La consommation finale effective des ménages est la valeur des biens et des services de consommation acquis par les ménages, par l'achat en général, ou grâce aux transferts reçus des administrations publiques ou des institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM), et utilisés par eux pour la satisfaction de leurs besoins ; elle est obtenue en ajoutant à leur dépense de consommation finale la valeur des transferts sociaux reçus en nature.

La consommation finale, en France, est le principal moteur de la croissance économique. En effet, en France la consommation finale représente environ 54 % du PIB en 2016.

En 2016, la consommation finale des ménages a sensiblement accéléré (+2,3% après +1,4% en 2015 et 0,7% en 2014), contribuant à hauteur de 1,2 point aux 1,2% de croissance obtenue.

#### - La FBCF

Même si ce moteur ne représente en France que 22 % du PIB, son rôle est crucial puisque l'investissement est à la fois moteur (composante de la demande finale) et facteur (puisque permettant de produire plus ou plus efficacement) de la croissance économique. Les fortes amplitudes de la FBCF illustrent bien le caractère instable et « surréactif » de ce moteur de la croissance qu'est l'investissement. Il accompagne remarquablement la courbe de la croissance économique, mais avec des fluctuations beaucoup plus amples. Le redémarrage de l'investissement des entreprises a bien eu lieu (+3,6% en 2016 après 3,1% en 2015).

#### - Les variations de stock

Les décisions des entreprises influent également sur l'activité *via* leur **comportement de stockage**. En 2016, les entreprises ont commencé à déstocker. Ainsi, les stocks contribuent

négativement à la croissance du PIB, à hauteur de - 0,2 point après deux années de contribution positive (+ 0,3 point en 2015 et 0,7 point en 2014).

**- La consommation finale effective des administrations publiques**

Elle correspond aux dépenses que les APU consacrent aux services collectifs. Ce poste a contribué positivement à la croissance à hauteur de 0,1 point.

**Le comportement de la demande extérieure (Exportations – Importations)**

La croissance en 2016 a bénéficié d'une augmentation en volume des exportations (+1,8 % sur l'année 2015 soit une contribution de +0,5 point de pourcentage à la croissance). Mais dans le même temps les importations ont augmenté plus rapidement à hauteur de 4,2% (-1,3 point de contribution au PIB)., In fine, le commerce extérieur pèse davantage sur l'activité, à hauteur de - 0,8 point de PIB (après - 0,5 point en 2015).

### III - QUESTION

#### **Connaissances à mobiliser**

#### **Module 10 - La monnaie et le financement de l'économie**

#### **Financement direct et indirect des entreprises : définitions et comparaison**

Les agents qui ont des capacités de financement peuvent se financer eux-mêmes, on parle de financement interne par l'autofinancement pour les entreprises. Mais ce financement interne peut s'avérer insuffisant pour faire face à des projets d'investissements. D'où la nécessité d'avoir recours à un **financement externe qui peut être indirect ou direct**.

Le financement externe regroupe ainsi l'ensemble des moyens de financement de l'entreprise autres que l'autofinancement, comme l'appel au marché financier par augmentation de capital (émission de nouvelles actions) ou par emprunt obligataire, ainsi que le recours au crédit bancaire.

Nous dissocierons le financement externe direct sur les marchés des capitaux du financement externe indirect via un crédit bancaire ou provenant d'un établissement financier spécialisé

#### **1) Financement direct et indirect des entreprises : définitions**

##### **La finance directe**

Dans le cas d'un **financement externe direct**, les entreprises ayant un besoin de financement émettent des titres qui sont achetés par les agents à capacité de financement (ménages, banques, autres entreprises) désirant placer leur épargne.

Les **titres** sont émis sur le marché financier (actions, obligations) ou sur le marché monétaire (billets de trésorerie : titres de créances émis par les entreprises).

Ce financement est ainsi qualifié de direct dans la mesure où le titre émis, qui matérialise la dette de l'emprunteur, est directement acheté par le prêteur, ce dernier détenant alors un titre de créance.

Ce financement ne s'est donc pas effectué à l'aide d'un intermédiaire, d'une institution financière, celle-ci ayant tout au plus facilité la transmission du titre et organisé la rencontre du besoin et de la capacité.

**On parle donc de désintermédiation du financement.**

##### **La finance indirecte**

Dans le cas d'un financement externe indirect, l'entreprise ayant un besoin de financement émet un actif financier (obligation) qualifié de titre primaire.

Ce titre est acquis par un intermédiaire financier (une banque) qui finance alors ce titre à partir de l'épargne qu'il a lui-même collectée auprès des agents à capacité de financement, grâce à l'émission d'actifs financiers qualifiés de titres secondaires (livrets d'épargne ...).

On peut donc dire que les banques sont des intermédiaires financiers entre les entreprises qui ont un besoin de financement et les ménages qui dégagent une capacité de financement.

Les intermédiaires financiers réalisent l'adéquation quantitative et qualitative entre l'épargne disponible des prêteurs et les besoins de financement des emprunteurs.

Chaque modalité de financement a au final des avantages et des inconvénients. Le choix des modes de financement devra donc tenir compte parfois d'intérêts particuliers (refus d'ouvrir le capital pour une entreprise familiale, incapacité à accéder aux marchés financiers pour les PME, ..).

**2) Financement direct et indirect des entreprises : comparaison**

<b>Financement externe indirect (auprès des banques)</b>	
<b>Avantages</b>	<b>Inconvénients</b>
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Accessible à toutes les entreprises</li> <li>• N'entraîne aucune modification de la répartition du capital de l'entreprise entre les actionnaires. Intéressant pour les entreprises familiales qui ne souhaitent pas voir arriver de nouveaux actionnaires.</li> <li>• Financement souple (ajustement aux besoins de financement de l'entreprise) et qui peut permettre de profiter d'opportunités de croissance.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Relations de dépendance entre l'entreprise et sa ou ses banques car seul moyen de financement pour les entreprises qui, en raison de leur taille ou de leur âge, ne peuvent accéder aux marchés</li> <li>• La hausse de l'endettement peut créer un déséquilibre dans la structure financière de l'entreprise ce qui peut pénaliser sa solvabilité future.</li> <li>• Hausse des frais financier qui a pour conséquence de réduire le résultat futur de l'entreprise d'un montant égal au coût de remboursement de l'emprunt et ce pour une durée égale à l'échéance de l'emprunt.</li> </ul>
<b>Financement externe direct par émission d'actions/obligations</b>	
<b>Avantages</b>	<b>Inconvénients</b>
<p><b>Emission d'actions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Permet à l'entreprise de ne pas recourir à l'endettement grâce à l'augmentation de ses fonds propres</li> <li>• Les dividendes ne sont pas une charge déséquilibrante puisqu'ils dépendent du bénéfice.</li> </ul> <p><b>Emission d'obligations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Charge financière fixe (intérêts) qui peut être allégée par l'inflation</li> <li>• Ne modifie pas l'équilibre des pouvoirs entre propriétaires (pas de risque d'OPA)</li> </ul>	<p>Accessible seulement à grandes entreprise</p> <p><b>Emission d'actions</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Peut entraîner une dispersion du capital et, éventuellement, pour les dirigeants en place, une perte de contrôle (une action = une voix)</li> <li>• Risque de rachat de l'entreprise par une entreprise ennemie (OPA hostile)</li> <li>• Retour sur investissement attendu par les actionnaires (dividende) supérieur au taux d'intérêt d'un emprunt. La continuité de l'investissement dépend des exigences de rentabilité immédiate d'un partenaire peu stable</li> </ul> <p><b>Emission d'obligations</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Endettement (obligation = titres de créance) plus ou moins important qui peut finir par inquiéter certains partenaires (bien que moins que l'endettement bancaire)</li> </ul>